

---

Christophe BONNEUIL, Pierre-Benoît JOLY, *Sciences, techniques et société*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères, 2013, 126 pages

Sara Ben Larbi

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9135>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9135

ISSN : 2259-8901

**Éditeur**

Presses universitaires de Lorraine

**Édition imprimée**

Date de publication : 31 août 2014

Pagination : 394-397

ISBN : 978-2-8143-0209-9

ISSN : 1633-5961

**Référence électronique**

Sara Ben Larbi, « Christophe BONNEUIL, Pierre-Benoît JOLY, *Sciences, techniques et société* », *Questions de communication* [En ligne], 25 | 2014, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 22 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9135> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9135>

---

Tous droits réservés

historiques, sociologiques et institutionnelles sont profondes et dont l'existence fait l'objet d'un très large consensus » (p. 99). Une importante contenance collective marque l'interculturalisme. Celui-ci accorde aussi une importance au caractère distinctif de la langue. L'interculturalisme doit conjuguer les valeurs culturelles d'une société hôte et d'une culture et d'une langue majoritaires, tout en respectant les droits d'accommodements des minorités. Le Québec est aussi soucieux de l'évolution de cette culture commune « pour la pratique des interactions et pour l'existence d'un fondement symbolique partagé » (p. 103). L'ouvrage apporte des précisions quant aux critiques que l'on peut porter à l'égard de l'interculturalisme, mais également des arguments en sa faveur : « Jusqu'au début des années 2000, la réflexion sur l'interculturalisme est demeurée principalement l'affaire des spécialistes, universitaires et autres. Mais au cours de la dernière décennie, le thème en est venu à mobiliser l'attention des médias et du grand public » (p. 109). Les critiques d'ordre culturel sont nombreuses : d'abord, le pluralisme que revêt l'interculturalisme discrédite le Québec francophone en portant préjudice à sa culture et ses valeurs au profit du relativisme culturel. Avec sa reconnaissance des droits des minorités, l'interculturalisme favorise la pratique d'accommodements et ne sert que très peu la majorité fondatrice. Certains pensent que le Québec aurait avantage à assimiler ses immigrants et que la promotion d'une culture publique commune esquiverait la promotion de la culture majoritaire et fondatrice. Il est également vrai que l'interculturalisme québécois peut apparaître comme une copie non conforme, une sorte de version maquillée du multiculturalisme canadien. Mais, selon Gérard Bouchard, l'interculturalisme « présente [...] l'avantage de respecter les droits de tous les citoyens en évitant la hiérarchisation » (p. 153). D'un point de vue civique, certains soutiennent que la reconnaissance absolue de la culture fondatrice et de son statut à la fois majoritaire et minoritaire, émane d'un discours politique et stratégique. Pour sa part, l'auteur déclare « que la majorité fondatrice québécoise, qui est également une minorité, mérite elle aussi reconnaissance et protection [...]. En outre, au même titre de l'héritage, elle [la majorité] assure une contribution substantielle au fondement symbolique de la société québécoise » (p. 176).

Le dernier chapitre traite de la laïcité inclusive (pp. 197-228) et surtout du débat actuel concernant les rapports entre l'État et la religion, débat qui n'interpelle que très peu l'interculturalisme québécois : « En conséquence, l'interculturalisme et la laïcité peuvent et même doivent être traités de concert, et à partir des mêmes

prémises » (p. 197). L'expression du fait religieux doit pouvoir s'arrimer avec les valeurs fondamentales du Québec, dont plus particulièrement la séparation entre l'État et la ou les religions et l'égalité entre les hommes et les femmes. Certains intellectuels (Bruno Demers, Yvan Lamonde, *Quelle laïcité ?*, Montréal, Médiaspulp, 2013) québécois préconisent l'interdiction totale des signes religieux pour une meilleure intégration sociale. L'auteur défend plutôt que « la prohibition intégrale pose [...] un véritable problème de droit, et, en l'état actuel, elle aurait visiblement peu de chances de passer le test de l'article 9.1 de la charte québécoise, de l'article 1 de la charte canadienne, ou du droit international » (p. 213). Le modèle de laïcité inclusive se nourrit de l'interculturalisme québécois qui insiste sur le respect des différences à la fois ethnoculturelles et religieuses, dans le respect et surtout les limites des valeurs fondamentales, plus spécifiquement la considération de l'égalité entre les hommes et les femmes : « En somme, tout comme l'interculturalisme, le régime de la laïcité inclusive se veut un modèle mitoyen, entre la formule républicaine, trop peu soucieuse de la libre expression des différences, et le néo-libéralisme individualiste, trop peu sensible aux impératifs collectifs » (p. 224). La laïcité inclusive, au même titre que l'interculturalisme, observent tous deux un objectif commun : apprendre à vivre ensemble dans le respect des différences.

Pour conclure, l'auteur déclare que « l'interculturalisme se présente comme le modèle qui convient le mieux à la société québécoise, compte tenu de son histoire, de sa situation et de ses aspirations » (p. 229). Seul écueil, on constate l'absence de document émanant du gouvernement venant officialiser l'interculturalisme comme modèle de gestion de diversité et d'intégration. L'interculturalisme est préconisé, car il confère à la fois la stabilité, l'équilibre et l'impartialité.

**Sophie-Hélène Goulet**

CREM, université de Lorraine, F-54000  
sophieheleneg@hotmail.com

**Christophe BONNEUIL, Pierre-Benoît JOLY, Sciences, techniques et société.**

Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères, 2013, 126 p.

C'est parce que Christophe Bonneuil et Pierre-Benoît Joly ont choisi de placer au cœur de leur réflexion trois concepts clés – sciences, techniques et société – qu'ils se sont imposés par leur pensée prégnante. Le premier est historien au Centre Alexandre Koyré (Centre national de la recherche scientifique – CNRS –, École des hautes études en sciences sociales – EHES) et le

second est économiste, directeur de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) et directeur de l'Institut francilien Recherche innovation société (Ifri). Leur discours se caractérise par la concision. L'ouvrage de 126 pages se lit rapidement, car il porte en lui la légèreté. Il est à double voix. D'emblée, il annonce que ce domaine a évolué depuis les années 70, puisqu'il occupe maintenant une place privilégiée en tant que domaine de recherche et d'enseignement supérieur.

Pourquoi un tel livre ? Placées au cœur du social, les sciences et les techniques se focalisent sur la relation entre les façons de savoir et les formes de pouvoir, les identités, les imaginaires, les enjeux du changement climatique, les nouvelles pratiques communicationnelles et de circulation de connaissances sur l'internet. Une facette de la modernité voit le jour : les sciences et les techniques deviennent les piliers de celle-ci. On peut de noter que les deux auteurs, argumentant en faveur de ce champ interdisciplinaire, montrent que le mythe de la modernité – reflet de la dichotomie entre nature et société, ou « science » et « société » selon la perspective des sciences sociales – s'est effondré, idée que les auteurs étayent en se référant notamment à l'ouvrage de Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes* (Paris, Éd. La Découverte, 1991). La tâche incombant aux chercheurs du domaine « sciences, techniques et sociétés » (STS) consiste à démêler les façons dont nous connaissons et nous représentons le monde et les manières dont les études des sciences et des techniques, les objets et les connaissances investissent l'action collective : supports de la perception et des interactions interindividuelles, équipements pour la construction des marchés, métrologies... Pour les auteurs, dorénavant, il est difficile d'envisager les sciences sociales sans ces appareillages conceptuels forgés au cours des 30 dernières années. Ils posent alors la question suivante : comment analyser les rapports entre notre connaissance du monde, notre souhait d'y faire et la façon dont on le gouverne ? Selon eux, les théories et les approches dominantes abondent : l'économie, la sociologie, l'histoire ou la science politique, mais de toutes, aucune n'a pu démêler le fil de ces enchevêtrements complexes. L'ouvrage présente ce champ, STS, dont l'objet d'étude est les transformations des façons de savoir, des formes d'expertise, des marchés, des espaces publics, des formes de gouvernement. Les auteurs défendent leur champ interdisciplinaire en cernant les objectifs de leurs idées-forces qui se résument en ces termes : « Le domaine STS s'attache donc aujourd'hui à l'étude de cette matrice commune dans laquelle se fabriquent et s'éprouvent l'ordre social, l'ordre naturel

et l'ordre technique, l'ordre des pouvoirs et l'ordre des avoirs. Il offre une palette d'outils théoriques et méthodologiques pour analyser les transformations de cette matrice à travers l'espace et le temps. Cet ouvrage n'a d'autre but que de présenter cette palette, afin qu'étudiants, enseignants et toute une diversité d'acteurs sociaux puissent se l'approprier pour mettre les sciences en démocratie » (p. 20). Toutefois, les auteurs ont réussi à atteindre leur objectif, convaincre qu'un tel domaine se clarifie. De plus, onze encadrés illustrent chaque chapitre.

L'ouvrage comporte une introduction et une conclusion appuyées par cinq chapitres articulant cinq thèmes. Le premier est : « Les sciences, innovation et économie : des sciences néolibérales ? » (pp. 11-29) ; le deuxième porte sur « l'opinion publique et la science : le progrès n'est plus ce qu'il était » (pp. 30-62) ; le troisième renvoie aux « sciences et gouvernement des risques : la fabrique de l'expertise » (pp. 63-86) ; le quatrième est « mettre les sciences en démocratie ? » (pp. 87-104) ; le cinquième, « les politiques de la participation » et le retour à l'amateur » (pp. 105-123). Le tout se termine par une bibliographie (pp. 124-126) mentionnant des ouvrages divers et variés dans leur datation comme dans le choix des auteurs (français, britanniques et américains).

Le livre s'organise en deux parties : la première comporte trois thèses, celle proposée par le courant dominant des STS dans les années 90, « mode de production des connaissances », celle née en 2000, « régime de production des savoirs », spécifiant le régime néolibéral de production des savoirs et celle illustrée par la *new production of knowledge* (Londres, Sage, 1994) grâce à Michael Gibbons, Helga Nowotny et leurs collaborateurs. Cette dernière thèse est focalisée sur le changement des façons de connaître.

Cependant, la deuxième partie est consacrée à la fabrique de l'expertise. En effet, l'expertise scientifique est analysée d'un point de vue de technologie de pouvoir. L'ouvrage de Sheila Jasanoff (*The Fifth Branch : Science Advisers as Policymakers*, Cambridge, Harvard University Press, 1990) est pris comme exemple, car l'auteure y discerne les processus de construction de la crédibilité de l'expertise. Christophe Bonneuil et Pierre-Benoît Joly observent : « En France et en Europe, ces vingt dernières années sont donc celles d'une transformation structurelle de l'expertise scientifique et du gouvernement des risques dans les domaines divers : santé, environnement, social... On passe d'une période où l'expertise était enchaînée dans les structures du pouvoir administratif et politique à une nouvelle ère, celle des agences sanitaires

affirmant compétence, transparence, indépendance comme maîtres-mots de l'expertise » (p. 59). Placée au cœur de l'ouvrage, la problématique est la suivante : « Comment interpréter les changements et leurs effets sur le gouvernement des risques ? L'expertise scientifique a-t-elle gagné en "pureté". Est-elle plus ouverte ou est-elle au contraire enchâssée dans un nouvel univers bureaucratique ? » (p. 60). La technicité de l'expertise est mise en relation avec le politique. Pour Philippe Roqueplo, « l'expertise scientifique à finalité politique a ainsi été définie comme une activité de médiation entre science et politique » (cité p. 60) ou comme « un domaine transscientifique » (Alvin Weinberg, *ibid.*) ou pour « construire une forme d'autorité proche de celle de la science » (Jasanoff, *ibid.*, 1990). Cependant, le modèle pragmatique de Jürgen Habermas (p. 61) influencera les travaux ultérieurs des STS dont principalement ceux sur l'expertise.

L'ouvrage évalue aussi les risques ou plutôt l'expertise scientifique comme une technologie du pouvoir, il cerne l'enjeu et les possibilités d'une démocratisation de l'expertise. Si les savoirs liés à l'expérience se distinguent à bien des égards des savoirs de laboratoire, quelle est la procédure pertinente à insérer afin de démocratiser l'expertise ? Quels sont les objectifs poursuivis ? Les auteurs abordent les rapports entre science et politique à l'aune de l'expertise dans une perspective comparative et transnationale en mettant l'accent sur les politiques des risques et le principe de précaution. Depuis les années 2000, les chercheurs en STS renouvellent les approches comparatives en intégrant les interactions entre les pays. L'analyse de Sheila Jasanoff (*States of Knowledge: The Co-Production of Science and the Social Order*, Londres, Routledge, 2004, p. 21) a montré comment trois États (États-Unis, Allemagne et Grande-Bretagne) « ont construit des rapports différenciés à l'égard de plusieurs domaines d'application des biotechnologies ». Les auteurs s'interrogent : quels sont les emprunts, les transferts entre les pays ? Comment circulent-ils, comment sont-ils adaptés ? Une série de problématiques émerge : quels standards de preuve, quelles formes de raisonnement et quels dispositifs d'expertise peuvent être acceptables pour justifier des décisions globales ? Les controverses sur des questions scientifico-techniques ont conduit les pouvoirs publics à mettre en place un large spectre de dispositifs délibératifs réservés aux experts ou participatifs ouverts à des citoyens. Le plaidoyer pour la démocratie technique rejoint des réflexions perçues dans la démocratie délibérative. Les auteurs se posent la question : entrons-nous dans le siècle du « sacre de l'amateur » (Patrice Flichy, *Le sacre de l'amateur*), Paris, Éd. Le

Seuil, 2010) qui devient acteur de la science et de l'innovation ? Les travaux en histoire, en sociologie se sont multipliés sur la diversité des façons de produire des connaissances, sur les tensions politiques, sur la place des praticiens et des citoyens dans la production des savoirs et dans l'histoire.

Les auteurs confirment leur thèse : « À l'aube d'une société de masse régie par des modèles organisationnels magistraux, délégatifs et tayloristes, le concept de "vulgarisation" l'emporte sur celui des "lumières" actives de Kant ou de "science populaire" d'Arago. L'utilisation de ce terme indique que le public de la science ne joue plus qu'un rôle récipiendaire passif, il est renvoyé à la notion de *vulgus*, foule indistincte et inculte » (p. 95). Ce mouvement de division du travail entre concepteurs, exécutants et usagers s'est accompagné de la perte de savoirs populaires et pratiques. C'est entre 1945 et 1968 que la science s'impose comme professionnelle et que les amateurs sont disqualifiés. Les auteurs présentent trois arguments pour expliquer cela : l'approche marxiste de la division du travail, l'approche sociologique et enfin celle de Bruno Latour (*La science en action*, trad. de l'anglais par Michel Biezunski, Paris, Éd. La Découverte, 1987 [1989]). Ce dernier décrit la science comme une dynamique d'accumulation : « Les scientifiques accumulent dans leurs laboratoires des objets rapportés de leurs "terrains", mais aussi des ressources matérielles [...] et humaines (assistants, doctorants, techniciens) qu'ils s'efforcent de convertir en publications, donc en "crédibilité" et, par suite, en de nouveaux financements pour leur laboratoire, qui seront convertis en nouvelles publications, et ainsi de suite » (p. 96). L'amateur et l'innovation en réseau ont été à la base du renouvellement des théories de l'innovation chez les économistes et les sociologues. Nous apprenons à évaluer ces théories grâce à « une société de la connaissance distribuée » (Patrice Flichy, 2010 ; Christophe Bonneuil, « Les transformations des rapports entre sciences et société en France depuis la seconde guerre mondiale : un essai de synthèse », pp. 15-40, in : Joëlle Le Marec, Igor Babou, dirs, Sciences, Médias et Société, Lyon, École normale supérieure-Lettres et Sciences humaines, 2005 ; accès : <http://sciences-medias.ens-lsh.fr/IMG/pdf/actes.pdf> ; consulté le 16/06/14). Les praticiens et les citoyens collaborant à la production des savoirs, ce que Christophe Bonneuil et Pierre-Benoît Joly qualifient de « *sapere aude* : ose savoir par toi-même sans t'en remettre aux autorités », qui devient un droit et un devoir du citoyen (p. 94).

Au total, l'ouvrage se révèle d'une grande utilité pour les étudiants, les enseignants, les chercheurs quels qu'ils soient, historiens, sociologues et/ou économistes qui pourront approfondir certaines pistes de réflexion tissées à la fin du livre. Comment se présente la nouvelle facette du capitalisme ? Quel est donc ce nouvel esprit du capitalisme incarné dans l'innovation ouverte ? Les pouvoirs économiques scientifiques ont créé de nouvelles interfaces pour les essais de cerveaux bénévoles en réseau et ont réussi à « s'enrichir grâce à ceux qui travaillent gratuitement » (*Time*, 26/02/07, cité p. 107).

**Sara Ben Larbi**

CREM, université de Lorraine, F-57000  
benlarbisara@rocketmail.com

**Jean CAUNE**, *Pour des humanités contemporaines. Science, technique, culture : quelles médiations ?*

Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2013, 318 p.

L'enjeu de ce livre est de se confronter à un constat sans concessions : « L'activité de la science, ses liens avec le politique, son insertion dans le monde qui la porte, ses responsabilités vis-à-vis de la société ne peuvent rester en l'état » (p. 14). Jean Caune acte d'émblée la « crise de la science ». Dès lors, comment la science pourrait-elle contribuer à l'émergence d'une culture centrée sur l'humain... Ainsi s'agit-il de repenser, de réinventer les médiations entre science, techniques et culture. Pour ce faire, l'auteur endosse tour à tour les habits de l'historien, du philosophe, du scientifique et, évidemment, du médiateur. Cette perspective pluraliste, née du parcours de Jean Caune, lui permet de réfléchir aux médiations de manière à la fois globale et particulière.

Le livre est subdivisé en 10 chapitres, eux-mêmes ordonnés en trois grandes parties. La première partie historique (pp. 25-31) examine les promesses de la science en partant de la philosophie des Lumières. Ainsi l'ouvrage plonge-t-il dans le projet encyclopédique de Diderot et d'Alembert, certes humaniste, mais aussi messianique puisque les savoirs commencent alors à être perçus comme des progrès forcément bénéfiques. Les promesses de la science s'alourdissent au XIX<sup>e</sup> siècle : par la vertu d'une équation positiviste rarement questionnée, le progrès scientifique est censé commander le progrès social. À ce moment, la vulgarisation se fait jour, ainsi que l'idée – plébiscitée par Jean Caune – de la mise en spectacle des sciences. Enfin, le XX<sup>e</sup> siècle est le théâtre de l'institutionnalisation

à la fois des disciplines et de la culture scientifique et technique (CST). Le médiateur Jean Caune plaide alors pour l'émergence d'une CST pluridisciplinaire et humaniste, car centrée sur l'humain. S'éloignant des deux « crises » celles de la science et de la culture – appauvrie par le marketing – cet ensemble de chapitres délivre une image positive et actuelle de la visée de la culture scientifique qui pourrait « participer à un (ré)enchancement du monde » via la proposition d'un « savoir relationnel » (p. 42). Ainsi la CST renouerait-elle avec une réflexion critique sur l'objet technique, le sujet qui s'approprierait la science et la compréhension des mondes.

Les chapitres suivants (chapitre IV, pp. 105-122, à VI, pp. 149-176) considèrent précisément ce « qui reste » : les affaires humaines qui ne sont pas quantifiables. Entre la substantialisation de la science et un relativisme qui relègue les sciences au rang de constructions sociales parmi d'autres, l'auteur se fraie un chemin et rejoint l'analyse de Michel Foucault : la science serait un dispositif mis en place d'abord pour remplir « une fonction stratégique dominante », mais qui survivrait ensuite au-delà de cet objectif stratégique historicisé (p. 109). S'engage alors une réflexion portant sur les conditions de production – culturelles, scientifiques, politiques, sociétales, épistémiques... – qui président à la mise en place du dispositif scientifique, pour mieux mettre en lumière les enjeux de la CST, notamment celui de la transmission des connaissances, commun à la science et à la culture. Or, si l'on veut rendre justice à la notion de culture, la CST exige de repenser les rapports entre sciences de la nature et sciences humaines : distinguer les méthodes et objets ne doit pas conduire à les séparer irrémédiablement, et surtout, il n'y a de hiérarchie entre les deux. Jean Caune met en évidence ce dernier point en revenant sur l'épisode de la guerre des sciences qui a opposé, dans les années 90, les « sciences dures » – qui tendraient vers la vérité, réalistes et efficaces – aux « sciences molles » – accusées d'être constructivistes et relativistes –, les premières revendiquant un statut de supériorité face aux secondes.

En fait, la culture des sciences ne peut pas se contenter d'être un processus diffusionniste véhiculant « la science » et instrumentalisant au passage les sciences humaines. S'inspirant des réflexions de Paul Ricœur, Jean Caune considère la CST comme « une mise en contexte et une interprétation des énoncés et dispositifs d'énonciation des sciences » (p. 144).